



Horlogerie

La Montre Hermès investit une dizaine de millions en Suisse Page 15

Microcrédit

Une figure du microcrédit revient sur les progrès effectués en Inde Page 17

SMI	8475,33 +0,05%	Dollar/franc	0,8803
Euro Stoxx 50	3149,23 +0,46%	Euro/franc	1,2131
		Baril Brent/dollar	108,96
		Once d'or/dollar	1325,55

Raiffeisen poursuit son expansion, porté par le marché hypothécaire

> Banque En 2013, le troisième institut bancaire helvétique a battu ses records
> Son directeur Pierin Vincenz estime que le groupe peut encore croître même s'il devient d'importance systémique en Suisse

Yves Hulmann ZÜRICH

L'année 2013 a été celle de tous les records pour Raiffeisen. Qu'il s'agisse du bénéfice brut, qui a franchi le seuil du milliard de francs, du résultat net de 717 millions (+13%), ou des actifs sous gestion, qui ont crû de 8% à 187,3 milliards, les chiffres présentés par le troisième groupe bancaire helvétique étaient tous orientés à la hausse vendredi. Le ratio entre les coûts et les produits s'est, lui, amélioré à 61,7%.

Seule ombre au tableau, les coûts liés au litige fiscal avec les Etats-

«Nous nous opposerions à toute volonté de centralisation de nos activités»

Unis. Même s'il se montre optimiste sur ce dossier, le groupe a provisionné 12 millions de francs, notamment pour collecter les documents nécessaires.

La coopérative bancaire basée à Saint-Gall a poursuivi son expansion sur le marché hypothécaire.

Bénéfice de 716 millions

En milliards de francs	2013	2012	Var. en %
Total du bilan	176,6	168,1	5,0
Créances hypothécaires	143,7	135,9	5,7
Fonds de la clientèle	138	133	3,8
Produit d'exploitation*	2790,7	2712,2	2,9
Charges d'exploitation*	1722,8	1785,6	-3,5
Bénéfice brut*	1067,9	926,7	15,2
Bénéfice net*	716,5	634,8	12,9
Ratio de capital	14,9%	12,9%	-
Total des collaborateurs	10 593	10 540	0,5
Sociétaires (en millions)	1,83	1,79	1,9
Clients (en millions)	3,67	3,65	0,6

*en millions de francs SOURCE: RAIFFEISEN



Pierin Vincenz: «Que nous soyons considérés comme une banque d'importance systémique ou non, cela ne va pas remettre en question le modèle d'affaires à succès de Raiffeisen», ZÜRICH, 28 FÉVRIER 2014

Raiffeisen détient une part de marché de 16,3%, contre 16,2% un an plus tôt. Les hypothèques ont augmenté de 5,7% à 143,7 milliards en 2013, contre 4,2% pour l'ensemble du marché en Suisse.

Marcel Zoller, le directeur financier, anticipe un atterrissage en douceur de l'immobilier. Selon lui, il n'y a pas de surcapacités sur le marché d'habitation en Suisse. En 2013, le montant moyen des hypothèques était de 356 000 francs pour les affaires existantes et de 420 000 francs pour les nouvelles opérations. Dans les régions où les prix sont les plus élevés, les «hot spots», le montant des nouvelles hypothèques a crû à 546 000 francs, soit 2000 francs de plus que l'année précédente. «Le client typique de Raiffeisen n'achète pas des objets immobiliers à 10 millions de francs», a-t-il souligné.

Le niveau de fonds propres de la banque dépasse les prescriptions à venir, estime aussi Raiffeisen, notamment en vue du relèvement du volant anticyclique prévu fin juin par la Banque nationale suisse (BNS). La quote-part de fonds propres se monte à 14,9%, contre 14,8% exigés dès juillet.

Interrogée au sujet de son modèle d'affaires, la direction de Raiffeisen affirme n'avoir aucun problème avec l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma), ni avec la BNS. Vendredi à Zurich, Pierin Vincenz, le directeur, a souligné que l'institut était en contact régulier avec ces deux auto-

rités. Craint-il que Raiffeisen ne soit aussi à l'avenir considéré comme d'importance systémique, à l'instar de la Banque Cantonale de Zurich? «La BNS analyse la situation. Il lui incombe de décider si Raiffeisen est d'importance systémique», a-t-il déclaré en marge de la conférence. Toutefois, «que nous soyons considérés comme une banque d'importance systémique ou non, cela ne va pas remettre en question le modèle d'affaires à succès de Raiffeisen. Cela ne joue aucun rôle pour le client final», a-t-il poursuivi. Le groupe devrait-il fonctionner de manière plus centralisée? «Nous nous oppose-

rions à toute volonté de centralisation de nos activités», a-t-il insisté.

La décision de renoncer à la contribution de 8000 francs de la part des sociétaires en cas de coup dur n'a pas été prise dans cette perspective, ajoute le directeur, qui juge qu'une telle obligation «ne correspond tout simplement plus à l'environnement actuel». Au sujet de l'intégration de Notenstein, il justifie le niveau élevé des coûts en raison de la phase d'expansion actuelle. Le rapport entre les charges et les coûts, situé à 88% en 2013, devrait être ramené entre 75 et 80% à terme.

> Commentaire La rançon du succès

Raiffeisen figure parmi les grands gagnants au sortir de la crise financière. En dix ans, ses créances hypothécaires ont doublé à près de 144 milliards de francs à fin 2013. C'est aussi deux fois plus que les 70 milliards pour la Banque Cantonale de Zurich. La somme de son bilan dépasse aussi largement celle de son rival pour la troisième place au sein du secteur bancaire helvétique. Ses actifs sous gestion sont passés de 136 milliards en 2009 à 187 milliards en 2013. Désormais, Raiffeisen compte 3,7 millions de clients, presque un Suisse sur deux ans. Revers de la médaille, cette expansion

intensifie le débat sur la nécessité d'une adaptation des structures de la coopérative bancaire. Le modèle Raiffeisen, qui séduit toujours plus, y compris dans les grands centres urbains, peut garder sa spécificité mais à condition de procéder à des adaptations importantes dans son mode d'organisation. Car, si Raiffeisen, sous pression de la BNS et de la Finma, devait renoncer à la large autonomie qu'il accorde à ses 316 banques locales à structure coopérative, pour devenir une sorte de super-banque cantonale à l'échelle suisse, il perdrait aussi l'un des ingrédients clés à l'origine de son succès. **Y. H.**

Semaine houleuse pour un bitcoin pas encore régulé

> Crypto-monnaie La plateforme MtGox a vu s'envoler 500 millions de dollars

Sébastien Dubas et Valère Gogniat

Black-out. Mardi, la page internet de MtGox – l'une des plus anciennes plateformes d'échange de bitcoins – était blanche. Impossible d'y accéder. Plus tard, un message annonçait «la fermeture de toutes les transactions pour le moment». Même si, dans les faits, les utilisateurs de MtGox n'arrivaient plus à retirer leur argent virtuel depuis le 7 février. La faute à un prétendu «bug informatique».

«C'est un peu comme quand Lehman Brothers a disparu», compare Alexis Roussel, président du Parti pirate suisse et vice-président de l'association suisse du bitcoin. «Cela a provoqué une sacrée secousse sur les marchés, mais tout ne s'est pas effondré.» Les utilisateurs de MtGox jugeront à l'aune de la situation qui les préoccupe.

Hier vendredi, l'entreprise basée au Japon a fini par confirmer une rumeur circulant depuis plusieurs jours sur la Toile: MtGox s'est fait pirater – et voler – 850 000 bitcoins. Soit presque 500 millions de dollars au cours de la monnaie virtuelle affichée en fin de semaine. Ebranlé par ce premier scandale de grande ampleur, le bitcoin s'est d'abord effondré. Selon CoinDesk, site qui compile les prix de plusieurs plateformes d'échange, sa valeur a perdu 200 dollars en 48 heures pour atteindre 450 dollars mardi matin. Contre plus de 1000 dollars en début d'année. Hier, il fallait environ 560 dollars pour s'offrir un bitcoin.

A Tokyo, le ministre des Finances Taro Aso a annoncé vendredi que son pays allait «agir» vis-à-vis du bitcoin. Quelques heures plus tôt, la

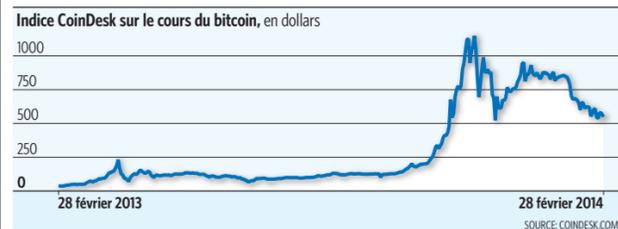
présidente de la Réserve fédérale américaine Janet Yellen avait souligné qu'il serait «certainement opportun pour le Congrès de poser des questions sur le cadre légal qui serait approprié pour ces monnaies virtuelles». Le fondateur de MtGox Mark Karpelès (28 ans) s'est quant à lui déclaré «désolé» pour les problèmes occasionnés. Tout en plaçant sa société sous la protection de la loi sur les faillites au Japon.

Encadrement en Suisse?

La chute de MtGox est «plutôt une très bonne nouvelle», affirme Alexis Roussel, qui utilise lui-même des bitcoins pour des achats sur Internet. «Certes des gens ont perdu leur argent, mais il y a une prise de conscience de la communauté sur la nécessité d'avoir des acteurs stables, propres et une régulation de cette monnaie.» Selon lui, la Suisse pourrait même jouer un rôle de pionnier dans la régulation du bitcoin. «Nos différentes monnaies alternatives (le Wir, les points cumulus, les miles, etc.) nous confèrent un savoir-faire que les autres n'ont pas», explique-t-il notamment.

Les institutions financières sont-elles prêtes? Contactée, la Finma se dit «familiale» de la problématique du bitcoin et précise «qu'en matière de droit de surveillance, il n'y a pas d'exigences spécifiques aux bitcoins en dehors de la réglementation générale». De son côté, la Banque nationale suisse indique «observer les développements et les innovations dans le contexte des moyens de paiement alternatifs». Leur usage ne mettant «pas en cause l'efficacité de la politique monétaire», il s'agit pour elle davantage une question de protection des investisseurs et des consommateurs.

2013, l'année de l'envol pour la reine des monnaies virtuelles



LE DÉBAT ÉCONOMIQUE

IMMOBILIER RÉSIDENTIEL, LA FIN D'UNE ÉPOQUE?

Philippe Sormani,
IAZI – CIFI

Charles Spierer,
CGI Immobilier

Modéré par Frédéric Lelièvre, Le Temps

Podcast à télécharger sur www.letemps.ch

LE TEMPS

«Raiffeisen est davantage interconnectée que la BCZ»

> Professeur en droit bancaire à l'Université de Berne, Peter V. Kunz fait le point sur la coopérative

Le Temps: En novembre, la Banque Cantonale de Zurich (BCZ) a été classée comme un institut d'importance systémique. Raiffeisen devrait-elle aussi en faire partie? Et selon quels critères?

Peter V. Kunz: La loi sur les banques est assez imprécise à ce sujet. Les critères qui permettent de décider si un établissement présente ou



FRANÇOIS GRIBI

– Qu'en est-il alors pour Raiffeisen, à l'aune de ces deux critères?

– Si vous m'aviez demandé, l'automne dernier, qui entre la BCZ et Raiffeisen est d'importance systémique en Suisse, j'aurais plutôt

pensé à la seconde. Pour trois raisons. Premièrement, la taille. Raiffeisen est plus grande que la BCZ. Deuxièmement, la coopérative bancaire est active sur l'ensemble de la Suisse et davantage interconnectée avec le secteur financier. Troisièmement, la BCZ dispose de la garantie d'Etat du canton de Zurich, alors que Raiffeisen n'a pas un tel soutien. Du fait que l'on a décidé que la BCZ compte parmi les banques d'importances systémiques, je pense que Raiffeisen mériterait d'autant plus d'en faire partie pour toutes ces raisons. Car si Raiffeisen était con-

frontée à un problème important, il est clair que la Confédération devrait intervenir.

Propos recueillis par Y. H. ZÜRICH
► Suite en page 15

En vue

Bankia 17	Roche 15
Bénédict	Symbiotics 17
Hentsch & Cie 17	Tyco 14
Hermès 15	UBS 17
Novartis 15	Vaucher
Raiffeisen 15	Manufacture 15